



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe et Moselle / Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 NANCY

NANCY, le 06/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/08/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAINT HUBERT

870 rue Denis Papin
BP 8
54710 Ludres

Référence : EL/NW/1903_2023
Code AIOT : 0006200378

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/08/2023 dans l'établissement SAINT HUBERT implanté 870 rue Denis Papin - BP 8 - 54710 Ludres. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'établissement SAINT HUBERT exploite 4 tours aéroréfrigérantes pour le refroidissement du process.

La visite s'effectue suite à un dépassement du seuil des 1 000 UFC/L en *Legionella Pneumophilla*, dont le respect est imposé par l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 qui s'applique à l'exploitant pour l'exploitation de ses circuits de refroidissement soumis à enregistrement au regard de la rubrique 2921. Ce contrôle vise à s'assurer du respect de certaines prescriptions de l'arrêté ministériel mentionné pour lutter contre le risque de prolifération de légionelles.

L'exploitant ayant récemment changé de stratégie de traitement, il convient de s'assurer de la conformité des nouvelles mesures mises en oeuvre.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAINT HUBERT
- 870 rue Denis Papin - BP 8 - 54710 Ludres
- Code AIOT : 0006200378
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SAINT HUBERT est une industrie agro-alimentaire spécialisée dans la production de margarines et également de desserts végétaux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Légionelle

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension.

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Formation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23	/	Sans objet
2	Analyse de Maitrise des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a	/	Sans objet
3	Dévésiculeur	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 12.II	/	Sans objet
4	Traitement préventif	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.b	/	Sans objet
5	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.3	/	Sans objet
6	Fréquence des prélèvements	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.3.a	/	Sans objet
7	Dépassement du seuil de 1000UFC/L	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.2	/	Sans objet
8	Carnet de Suivi de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.IV.2	/	Sans objet
9	Collecte et rejet des effluents	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 31	/	Sans objet
10	Points de prélèvement contrôle des eaux de purge	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 33	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats ne montrent pas de non-conformités pouvant entraîner des conséquences importantes ou graves pour l'environnement ; notamment concernant les dispositions mises en place pour lutter contre le risque de prolifération de légionelles.

Dans le cadre du changement de stratégie de traitement, l'exploitant s'assurera de l'impact sur l'environnement des produits utilisés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23
Thème(s) : Risques chroniques, Formation
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes [...] sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.
Constats : Le technicien "traitement des eaux" du site est en charge du suivi des tours aéroréfrigérantes. Cette personne est supplée lors de ses absences. L'attestation de formation de ces deux personnes indique le suivi d'une formation le 4 avril 2023 nommée " La gestion des risques liée aux légionelles dans les installations de refroidissement".
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Analyse de Maitrise des Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a
Thème(s) : Risques chroniques, AMR
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles [AMR] est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière [...]</p> <p>L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;- les points critiques liés à la conception de l'installation ;- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des point I-2 c et II-1 g du présent article. <p>En cas de changement de stratégie de traitement, ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits aux points II-1 et II-2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.</p>
<p>Constats : Chaque installation sur site dispose d'une Analyse Méthodique des Risques (AMR). Les facteurs de risque sont identifiés dans l'AMR et associés à un code couleur en fonction du danger (fréquence de l'incident*gravité).</p> <p>Les AMR sont constituées :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'un plan des installations ;- des points critiques notamment les zones du circuit où l'eau peut stagner ;- des dispositions relatives aux différents mode de fonctionnement pour réduire autant que possible les situations pouvant conduire à une prolifération de légionelles. <p>Les AMR pour chaque installation ont été mises à jour le 1^{er} août 2023, notamment dans le cadre du changement de stratégie de traitement des installations.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Dévésiculeur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 12.II
Thème(s) : Risques chroniques, Dévésiculeur
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: La tour est équipée d'un dispositif de limitation des entraînements vésiculaires en bon état de fonctionnement constituant un passage obligatoire du flux d'air potentiellement chargé de vésicules d'eau, immédiatement avant rejet. Pour tout dévésiculeur fourni à partir du 1 ^{er} juillet 2005, le fournisseur du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires atteste un taux d'entraînement vésiculaire inférieur à 0,01 % du débit d'eau en circulation dans les conditions de fonctionnement nominales de l'installation.
Constats : Les dévésiculeurs des tours 8 et 9 ont été changés le 07/07/2023 lors du nettoyage annuel des installations. En effet, le rapport de contrôle fait par le fournisseur des tours en juin 2023 conseillait le changement des dévésiculeurs rapidement. L'exploitant a interrogé le fournisseur pour obtenir l'attestation relative au taux d'entraînement vésiculaire. Dès réception, ces attestations seront transmises à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Traitement préventif

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.b
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement préventif
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: L'exploitant met en œuvre un traitement préventif de l'eau à effet permanent, pendant toute la durée de fonctionnement de l'installation, dont l'objectif est à la fois de réduire le biofilm et de limiter la concentration en légionelles libres dans l'eau du circuit. L'exploitant peut mettre en œuvre tout procédé de traitement, physique et/ou chimique, dont il démontre l'efficacité sur la gestion du risque de prolifération et dispersion des légionelles. L'exploitant s'efforce de concevoir ce traitement préventif de manière à limiter l'utilisation de produits néfastes pour l'environnement. Dans tous les cas, l'exploitant décrit et justifie la stratégie de traitement préventif adoptée dans la fiche de stratégie de traitement préventif jointe au plan d'entretien. [...] Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés.
Constats : L'exploitant met en oeuvre un traitement préventif de l'eau des circuits de refroidissement à l'aide d'un antitartre, anticorrosion, l'AQUAPROX ECO ² PROTECT C272 et d'un biocide oxydant, l'AQUAPROX TM 9013 DC, composé essentiellement de javel et de brome. Selon la stratégie de traitement transmise, l'antitartre, anticorrosion est injecté en continu en fonction du volume d'eau d'appoint et le biocide est injecté en continue en fonction du potentiel rédox de l'eau de la tour. En date du contrôle seule la tour 9 est équipée de ce système, l'exploitant équipe l'ensemble de ses tours avec ce système sur la fin d'année 2023. L'équipement de mesure de potentiel Redox sera vérifié et étalonné trimestriellement. Un biocide non oxydant à base d'isothiazolone est utilisé en choc selon les procédures de gestion de prolifération des légionelles. L'injection en continu des produits permet de réduire la quantité de produits émise à l'environnement. Suite au changement de stratégie de traitement l'exploitant s'assurera que les produits de traitement et leurs produits de décomposition n'ont pas d'impact pour l'environnement. Pour cela, l'exploitant s'est engagé à effectuer des mesures sur les eaux de purge et les rejets au milieu naturel en octobre 2023. Elles viseront autant que possible les produits de décomposition des produits de traitement. Les résultats seront transmis à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence d'analyse
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée: Dans le cadre du plan de surveillance, l'exploitant identifie les indicateurs physico-chimiques et microbiologiques pertinents qui permettent de diagnostiquer les dérives au sein de l'installation, en complément du suivi obligatoire de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau du circuit, dont les modalités sont définies ci-dessous. [...]</p> <p>Les prélèvements et analyses permettant le suivi de ces indicateurs sont réalisés par l'exploitant selon une fréquence et des modalités qu'il détermine afin d'assurer une gestion efficace du risque de prolifération et de dispersion des légionelles. Toute dérive implique des actions curatives et correctives déterminées par l'exploitant, dont l'efficacité est également suivie par le biais d'indicateurs.</p> <p>L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de la surveillance pour tenir compte des évolutions de son installation, des connaissances en matière de gestion du risque légionelles et des impacts de l'installation sur l'environnement.</p>
<p>Constats : L'exploitant suit à une fréquence hebdomadaire les paramètres suivants de la qualité de l'eau des circuits de refroidissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pH, Chlore libre, dureté de l'eau ; ainsi que la flore totale à 36°C. <p>La flore totale est mesurée par ATPmétrie à une fréquence hebdomadaire lors des redémarrages et pendant le changement de stratégie de traitement actuel. Ensuite, la mesure sera utilisée en cas de dérive microbiologique pour évaluer l'efficacité des actions correctives.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6: Fréquence des prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.3.a
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence d'analyse
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée: La fréquence des prélèvements et analyses des <i>Legionella pneumophila</i> est au minimum mensuelle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Ces prélèvements sont effectués selon la norme NF T90-431 (avril 2006). [...] Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent.</p>
<p>Constats : L'exploitant fait analyser l'eau de ses TAR tous les mois pour l'analyse des <i>Legionella pneumophila</i>. Il s'astreint à la saisie de ces résultats sur la plateforme GIDAF.</p> <p>L'inspection recommande à l'exploitant de saisir les résultats dès lors qu'ils lui sont connus, ceci afin de faciliter la réalisation des enquêtes qui peuvent être menées par l'inspection lorsqu'elle est saisie par l'Agence Régionale de Santé pour l'identification de foyer de légionellose.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Dépassement du seuil de 1000 UFC/L

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.2
Thème(s) : Risques chroniques, Action mise en œuvre en cas de dépassement du seuil de 1000UFC/ L
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: a) Cas de dépassement ponctuel. En application de la procédure correspondante l'exploitant met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en Legionella pneumophila dans l'eau, et les actions correctives prévues, en vue de rétablir une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 1000 UFC/L. Suite à la mise en place de ces actions curatives et correctives et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse de la concentration en Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.
Constats : Le prélèvement, réalisé sur la TAR 8, du 7 mars 2023 donne un résultat de 5000 UFC/L. Conformément à la procédure de gestion d'un dépassement du seuil des 1000 UFC/L, l'exploitant a réalisé un traitement choc les 20 et 21 mars 2023, dès réception des résultats. Le traitement de la TAR 9, localisée au même endroit que la TAR 8, a été renforcé pour éviter la prolifération d'une tour à l'autre. Une contre analyse a eu lieu le 28 mars 2023, attestant d'un résultat de "<100UFC/L" en Légionella Pneumophila.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Carnet de Suivi de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.IV.2
Thème(s) : Risques chroniques, Carnet de Suivi de l'installation
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée: L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ; - les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ; - les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ; - les périodes d'arrêts complets ou partiels ; - le tableau des dérives constatées pour la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>, permettant le suivi de la mise en œuvre des actions correctives correspondantes ; - les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ; - les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curative (dates, nature des opérations, identification des intervenants, nature et concentration des produits de traitement, conditions de mise en œuvre) ; - les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs ; - les modifications apportées aux installations. <p>Le carnet de suivi est propriété de l'installation. Le carnet de suivi et les documents annexés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Dans le cas, où ces documents sont dématérialisés, ils sont rassemblés ou peuvent être imprimés de manière à être mis à disposition rapidement lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées ou une vérification.</p> <p>Constats : Toute dérive sur l'installation est renseignée sur une fiche de défaut. Elle comprend les éléments de caractérisation de l'évènement, ainsi que les actions effectuées pour résoudre l'incident. L'évènement de dépassement du seuil des 1000UFC/L évoqué au constat précédent a fait l'objet d'une fiche de défaut.</p> <p>Le suivi des indicateurs sur l'eau du circuit fait l'objet d'une fiche de défaut si elle ne respecte pas les valeurs cibles.</p> <p>Les quantités d'eau d'appoint, quantités de produits utilisés, ainsi que les modes de fonctionnement sont tracés dans un tableur, qui est considéré comme un carnet de suivi.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Collecte et rejet des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte et rejet des effluents
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>a) Les eaux issues des opérations de vidange, de purge ou toute autre opération liée au fonctionnement du système de refroidissement sont rejetées via le réseau d'eaux usées du site puis, sous réserve du respect des valeurs limites ci-dessous fixées, rejetées au milieu naturel ou raccordées à une station d'épuration.</p> <p>Elles peuvent également être évacuées comme des déchets dans les conditions prévues au chapitre 7.</p> <p>b) Il est interdit de rejeter les eaux résiduelles de l'installation dans le réseau d'eaux pluviales.</p> <p>c) Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les eaux de purge des tours rejoignent la station d'épuration du site.</p> <p>Des dispositions sont prises pour que les eaux de purge ne rejoignent pas le réseau d'eau pluviale; notamment un marquage via un code couleur des réseaux est présent sur site.</p> <p>L'exploitant a présenté le plan des réseaux de collecte des effluents pour indiquer où vont les eaux de purges.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Points de prélèvement contrôle des eaux de purge

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 33
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement contrôle des eaux de purge
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>a) Sur la ou les canalisation(s) de rejet d'effluents de l'installation de refroidissement sont prévus des points de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...). Ils sont représentatifs du fonctionnement de l'installation et de la qualité de l'eau de l'installation qui est évacuée lors des purges de déconcentration.</p> <p>Dans le cas d'un site comprenant plusieurs tours ou circuits de refroidissement, ce point de prélèvement peut se situer sur le collecteur de rejets commun de ces installations.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur chacune des tours le prélèvement est réalisé sur la conduite de sortie du bac de la tour. Le prélèvement est donc représentatif de la qualité de l'eau de la tour.</p> <p>Sur certaines tours, il est nécessaire de dévisser un raccord pour réaliser le prélèvement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet